OECD *Multilingual Summaries* **OECD** Economic Surveys: Estonia 2019

Summary in French



Accédez au texte intégral: 10.1787/f221b253-en

Examen économique de l'Estonie 2019

Résumé en français

© OCDE

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



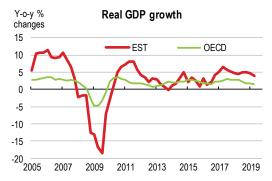
Disclaimers: http://oe.cd/disclaimer

La croissance est forte, mais en voie de ralentissement

L'Estonie continue d'afficher de bons résultats économiques, même si la croissance enregistre un certain ralentissement. Toutefois, cette croissance pourrait être plus inclusive, et il existe une marge de manœuvre pour amplifier les dépenses dans des domaines propres à favoriser une croissance équitable à long terme.

En Estonie, la convergence s'est poursuivie à un rythme rapide. Cela étant, de nombreux défis restent à relever en matière de bien-être : inégalités de revenu, santé ou qualité de l'environnement ainsi que d'autres aspects de la vie des citoyens, qui varient d'une région à l'autre et diffèrent aussi en fonction des niveaux d'éducation, entre les hommes et les femmes et entre les zones urbaines et les zones rurales. La présente Étude est principalement consacrée aux moyens permettant de rehausser la productivité en adoptant les technologiques numériques au service d'une croissance plus vigoureuse et plus inclusive.

Graphique 1. La croissance est forte par comparaison avec les autres pays de l'OCDE



Source : Base de données analytique de l'OCDE.

La croissance va fléchir à l'avenir, avec un effet de modération sur les salaires et l'inflation, à mesure que la demande internationale va céder du terrain et que les tensions intérieures faibliront, en particulier dans le secteur de la construction. Les perspectives sont sensibles événements extérieurs. notamment une aggravation des tensions géopolitiques.

Tableau 1. La croissance économique reste vigoureuse

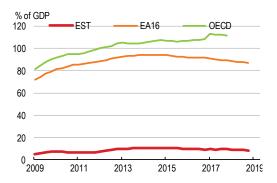
(Taux de croissance annuel, sauf mention	2018	201	202
contraire)		9	0
PIB aux prix du marché	4.8	3.2	2.2
Consommation privée	4.4	2.7	3.2
Consommation publique	0.8	2.4	1.5
Formation brute de capital fixe	0.9	14.1	1.7
Exportations de biens et de services	4.3	4	1.1
Importations de biens et de services	5.7	3.8	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	5.4	5	5.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	3.4	2.4	2.4
Balance courante (% du PIB)	2	1.4	1.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-0.6	-0.3	-0.4

Source: OCDE, Base de données STEP des Perspectives économiques, n° 106.

Les autorités ont mené jusqu'à présent une politique budgétaire prudente, si bien que la dette est la plus faible de tous les pays de l'OCDE. Pendant le redressement conjoncturel récent, la politique budgétaire est devenue procyclique, ce qu'il conviendrait d'éviter. La règle budgétaire pourrait bien brider la croissance à un moment où celle-ci dérape en deçà de son potentiel. Élargir l'assiette des impôts fonciers en y incluant les biens immobiliers résidentiels permettrait de financer en partie les besoins de dépenses à long terme dans les infrastructures, la santé et la sécurité sociale. La politique monétaire accompagnera l'activité à mesure que la croissance va s'affaiblir.

La réforme des retraites proposées soulève certains risques. La proposition visant à autoriser la sortie volontaire du deuxième pilier du système de retraite et le retrait anticipé des fonds aurait pour effet de stimuler les recettes publiques, mais menace la stabilité macroéconomique et l'adéquation du niveau des pensions de retraite. Le retrait ne devrait pas être autorisé et les caisses de retraite devraient être mieux gérées, dans l'optique d'une plus grande efficience et d'une amélioration des rendements.

Figure 2. La dette des administrations publiques est très modeste



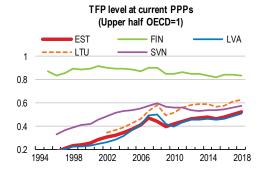
Source : Base de données analytique de l'OCDE.

Le pays s'est attaqué aux problèmes liés au capitaux. blanchiment de L'autorité surveillance financière (Finantsinspektsioon) a fait fermer la Versobank ainsi que la filiale estonienne de la Danske Bank à la suite de violations des règles anti-blanchiment. L'autorité de surveillance financière et le secteur financier coopèrent pour faire mettre en place tous les mécanismes de contrôle nécessaires afin de prévenir de nouveaux actes de blanchiment. Les pouvoirs publics ont entrepris de corriger les faiblesses du cadre juridique afin de contrer ce phénomène. Il faudrait pour cela prévoir en outre de porter les sanctions financières à des niveaux dissuasifs et permettre aux procureurs de procéder à des gels d'actifs en cas de soupcon de blanchiment.

La croissance doit être étayée dans une plus grande mesure par la productivité

L'Estonie s'est dotée d'un cadre réglementaire favorable aux entreprises et envisage d'adopter des instruments réglementaires de pointe concernant l'intelligence artificielle. En revanche, le rattrapage de la productivité a ralenti depuis la crise financière mondiale, et l'écart par rapport aux pays les plus performants est important. La généralisation du numérique dans les entreprises ouvre des perspectives prometteuses pour le relèvement de la productivité globale. Une poursuite de l'automatisation sera essentielle pour stimuler la concurrence dans un contexte d'augmentation des coûts de la main-d'œuvre.

Graphique 3. Le rattrapage de la productivité a ralenti



Source : OCDE, base de données STEP des Perspectives économiques, n° 106.

L'Estonie est pionnière en matière d'informatisation des services publics, et peut se vanter d'avoir un certain nombre d'entreprises du secteur des TIC pouvant être considérées comme des « licornes ». Le pays devrait s'appuyer sur ces points forts tout à fait essentiels pour favoriser la diffusion du numérique dans l'ensemble de l'économie.

compétences Les sont un élément indispensable pour les gains de doper productivité attachés aux technologies numériques. Un niveau élevé de formation et de compétences constitue un socle solide pour tirer le meilleur profit de l'avènement du numérique. En Estonie, environ la moitié des emplois sont par menacés l'automatisation, ou d'évoluer considérablement. Veiller à actualiser les compétences et à les maintenir à un niveau élevé est indispensable pour pouvoir bénéficier du potentiel productif des technologies numériques et en partager équitablement les gains. Améliorer la couverture de l'assurance-chômage pourrait inciter plus fortement les chômeurs ayant besoin d'une reconversion à participer à des formations.

Les compétences en matière d'utilisation du numérique sont moins développées que dans le pays moyen, et la qualité de l'enseignement des TIC varie d'un établissement à l'autre pendant la scolarité obligatoire, avec des enseignants qui se sentent mal préparés. La formation des adultes devrait être stimulée, et les employeurs devraient assumer davantage de responsabilités dans la formation de leurs salariés.

Les activités numériques des enfants devraient être conçues de manière à intéresser aussi bien les garçons que les filles, afin d'accroître le nombre de femmes spécialisées dans les TIC. Dans l'ensemble, l'offre de

spécialistes des TIC est en train de rattraper la demande, mais l'emploi est fortement concentré dans le secteur des TIC. Les secteurs traditionnels sont à la traîne, ce qui ralentit probablement technologies l'adoption de numériques susceptibles de doper leur productivité.

Le choix des dirigeants et les pratiques de gestion pourraient être améliorées. Les dirigeants jouent un rôle clé dans la transformation numérique pour impulser et piloter des innovations, qu'elles concernent des produits ou des procédés, et ils sont chargés de l'affectation et du développement du capital humain. La prime à la compétence des dirigeants estoniens est faible par rapport aux niveaux observés dans d'autres pays, et les entreprises n'ont recours que de manière limitée à des pratiques de travail très performantes connues pour stimuler productivité et l'utilisation des compétences au travail.

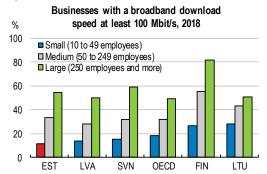
Graphique 4. La prime à la compétence des managers est faible

Managers' skills, difference to non-PIAAC score points managers (2012 and 2015) 20 △ Digital problem solving Literacv 15 10

Note : Après prise en compte de la composition sectorielle. Source : Calculs de l'OCDE effectués à partir des études de l'OCDE sur les compétences des adultes (Survey of Adult Skills) de 2012 et 2015.

généralisation numérique du dans l'industrie est un enjeu immédiat. L'accès à l'ultra haut débit constitue l'un des principaux points bloquants dans l'adoption des technologies numériques, en particulier dans les petites entreprises.

Les Graphique 5. entreprises nombreuses à avoir accès à haut débit, 2018



Source : OCDE, base de données sur l'accès et l'utilisation des TIC par les entreprises.

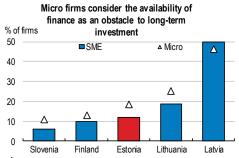
L'adoption des outils numériques offre aux entreprises estoniennes la possibilité de faire gigantesques progrès. Les données massives, l'internet des objets et l'intelligence artificielle sont les moteurs du passage à une industrie moderne dans les pays les plus avancés sur le plan du numérique.

La petite taille des entreprises empêche que l'adoption d'outils numériques ne stimule la productivité. La plupart des entreprises n'atteignent pas le seuil à partir duquel les coûts outils numériques deviennent envisageables. Une collaboration numérique avec des associations professionnelles et pôles dédiés aux TIC permettrait de résoudre en partie ce problème, de même que des fusions ou activités conjointes.

L'absence de sensibilisation aux avantages potentiels de l'adoption d'outils numériques et le manque de connaissance des types d'outils devant être adoptés entravent la transition numérique. La bureaucratie devrait être réduite pour les diagnostics numériques et les taux d'adoption et exemples de réussite devraient être plus largement diffusés.

Le manque de financement fait obstacle aux investissements à long terme, particulièrement l'absence de garanties pour les entreprises nouvellement créées et les entreprises en milieu rural. Par rapport à la situation en vigueur dans d'autres pays, les PME se voient souvent refuser leurs demandes de prêt, ou bien elles sont peu nombreuses à en formuler par crainte d'un refus.

Graphique 6. La rareté des financements disponibles fait obstacle à l'investissement à long terme pour les petites entreprises, 2017



Source : Étude de la BEI.

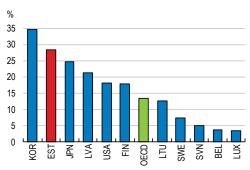
Les fruits de la croissance doivent être plus équitablement répartis, et la croissance doit devenir plus verte

La croissance vigoureuse n'a pas profité à toutes les catégories de la société, et le système de prélèvements et de transferts pourrait être plus redistributif.

Les inégalités sont fortes sous de multiples dimensions: entre les zones urbaines et rurales, entre les régions, entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés ou encore entre les citoyens et les non-citoyens. Le système de prélèvements et de transferts ne contribue que peu à la réduction des inégalités entre les personnes. En outre, les inégalités en termes de satisfaction à l'égard de l'existence ou de santé font écho aux inégalités de revenu.

L'écart salarial entre les hommes et les femmes est le deuxième de l'OCDE. Il faudrait que les employeurs, y compris dans le secteur privé, rendent public l'ampleur de l'écart salarial et proposent un plan d'action pour y mettre fin.

Graphique 7. L'écart salarial entre les hommes et les femmes, 2018 ou dernière année disponible



Source : OCDE, base de données des statistiques sur le marché du travail

Réduire la dépendance par rapport aux schistes bitumineux constitue un enjeu environnemental, social et stratégique de tout premier plan. L'Estonie est, de tous les pays de l'OCDE, celui qui la plus forte intensité carbone, et c'est aussi la troisième économie la plus consommatrice d'énergie, du fait de son recours massif aux schistes bitumineux. Ce secteur, qui couvre environ 70 % des besoins en énergie du pays et représente 4 % du PIB, est l'un des principaux employeurs dans le nord-est du pays où les taux de chômage et de pauvreté sont élevés, et il est considéré comme indispensable à la sécurité énergétique de l'Estonie. Les efforts déployés en vue d'augmenter le raffinage améliorent l'efficience des ressources, mais cette industrie reste très polluante et sensible aux prix internationaux du pétrole et des émissions de CO₂. Le volume des ordures ménagères a augmenté fortement ces dernières années et le recyclage est peu développé, si bien qu'il faudrait accroître les incitations à réduire les déchets et à recycler.

Graphique 8. L'intensité de CO₂ est forte



Source : OCDE, base de données des indicateurs de croissance verte.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Créer des conditions macroéconomique	es porteuses de croissance et de bien-être
Lors de la reprise conjoncturelle récentes, des recettes exceptionnelles ont été dépensées, si bien que la politique budgétaire est devenue procyclique.	Permettre aux stabilisateurs automatiques de jouer librement et en cas de récession, utiliser pleinement la clause d'exemption figurant dans l'actuelle règle budgétaire. Éviter de mettre en œuvre une politique budgétaire procyclique et faire en sorte de dégager une plus grande marge de manœuvre budgétaire susceptible d'être utilisée en cas de récession.
La hausse de la productivité est très faible. Le niveau global du bien-être subjectif est peu élevé par rapport à ce que l'on observe dans d'autres pays de l'OCDE.	Accroître les dépenses consacrées à des mesures visant à stimuler le potentiel de croissance à long terme et l'inclusivité, par exemple la connectivité des infrastructures, l'innovation et l'éducation.
Les recettes tirées des impôts fonciers sont modestes, car le logement résidentiel n'est pas inclus dans la base d'imposition. Les impôts sur le travail et sur la consommation sont élevés.	Mettre en place un impôt récurrent sur la propriété de biens immobiliers résidentiels. Réduire les impôts sur le travail et sur la consommation.
Une proposition antérieure visant à renforcer le cadre juridique de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme n'a pas été adoptée par le parlement pour des raisons liées au cycle électoral. Les mesures de lutte contre le blanchiment ont été considérablement renforcées, et le gouvernement prépare actuellement un nouveau projet à soumettre au parlement.	Continuer de durcir la réglementation, permettre le gel d'actifs par l'autorité de réglementation en cas de soupçon de blanchiment de capitaux et augmenter les sanctions financières en les portant à des niveaux dissuasifs.
Exploiter le potentiel produc	tif de la révolution numérique
Le grand nombre de documents de planification au niveau national et au niveau sectoriel entraîne des doublons, et l'accent mis sur l'avènement du numérique dans l'industrie est insuffisant.	Prévoir une formulation holistique de l'action publique destinée à favoriser l'avènement du numérique dans l'industrie pour en faire un vecteur de rattrapage de la productivité, et veiller à ce que ces politiques se reflètent dans les documents de planification de l'administration. Suivre la mise en œuvre de ces politiques.
La petite taille des entreprises peut faire obstacle à l'investissement dans les technologies numériques.	Soutenir les associations professionnelles en leur prodiguant des financements et des conseils spécialisés sur les moyens de constituer des plateformes et d'élaborer des solutions intelligentes abordables dans des domaines comme la commercialisation conjointe, les interactions entre fournisseurs et le soutien à la clientèle.
Des pratiques de travail très performantes permettent de développer l'utilisation des compétences individuelles dans l'emploi, facilitent l'adoption des technologies numériques et sont bénéfiques pour la productivité. Le niveau de leur utilisation en Estonie est comparable à la moyenne de l'OCDE.	Mettre en œuvre un programme destiné à améliorer les pratiques managériales et les performances organisationnelles des entreprises et comportant un important volet de constitution de réseau afin de faciliter la diffusion des bonnes pratiques et l'apprentissage mutuel.
L'organisation, le contenu et la qualité de l'enseignement pour l'acquisition des compétences numériques varie d'un établissement scolaire à l'autre, et les enseignants ne se sentent pas suffisamment préparés pour enseigner les disciplines informatiques et utiliser les outils numériques.	Mieux préparer les enseignants à faire acquérir aux élèves des compétences numériques en renforçant et en augmentant la qualité et la pertinence de leur perfectionnement professionnel dans cette matière.
Les difficultés d'accès au financement constituent un obstacle à l'investissement à long terme pour les petites entreprises, qui voient leurs demandes de prêt refusées ou qui ne demandent pas à emprunter par crainte d'un refus.	Promouvoir d'autres modes de financement, notamment par le biais de la Fintech, pour combler le déficit de financement des PME.
Partager plus équitablement les fruits de la cro	sissance et favoriser un environnement plus vert
Le deuxième pilier du système de retraite pratique des frais élevés et il est déficitaire. La réforme proposée, qui consiste à autoriser les retraits de fonds, permettrait de générer un surcroît de recettes publiques à court terme, mais menacerait l'adéquation du niveau des pensions et entraînerait, à plus long terme, un risque de pauvreté pendant la vieillesse.	Renoncer à autoriser les retraits du deuxième pilier du système de retraite. Renforcer la concurrence sur les marchés des pensions, par exemple en mettant aux enchères le droit, pour les caisses de retraite, d'affilier de nouveaux membres. Accroître la flexibilité en matière de possibilités d'investissement pour les caisses de retraite et garantir la transparence de la totalité des coûts.
La couverture de l'assurance maladie est incomplète, et les dépenses restant à la charge des patients sont élevées. Les autorités étudient actuellement les moyens d'étendre la couverture à tous.	Étendre la couverture de l'assurance maladie à toute la population. Garantir la couverture automatique des bénéficiaires des programmes de sécurité/d'aide sociale et prévoir une option permettant aux non bénéficiaires inactifs d'acquérir une assurance chômage.
L'écart salarial entre les hommes et les femmes est élevé.	Rendre obligatoires la diffusion d'informations sur l'écart salarial et l'adoption de plans d'actions pour le réduire, notamment dans le secteur privé. Tenir les entreprises responsables de leur action en exigeant, par exemple, des explications en cas de progrès trop lents.

6 | RÉSUMÉ

Les spécialistes des TIC sont, dans leur écrasante majorité, des hommes, ce qui reflète des choix d'orientation scolaire effectués très tôt.	Concevoir les cours et les activités de loisirs volontaires dans le domaine des TIC de manière à mieux concilier les intérêts des filles et ceux des garçons, dès les premiers stades de la scolarité obligatoire et dans les systèmes d'accueil de jeunes enfants.
Beaucoup de chômeurs ne bénéficient pas de la couverture de l'assurance chômage, du fait des conditions très strictes qui y sont attachées, et de ce fait, ils ne peuvent pas profiter des programmes actifs du marché du travail.	Assouplir les conditions d'admission au bénéfice des allocations de chômage.
Les personnes ayant un faible niveau d'éducation et de compétences sont plus susceptibles d'occuper des emplois qui sont davantage menacés par l'automatisation et l'informatisation.	Continuer de développer et d'améliorer l'accès aux politiques actives du marché du travail, notamment à des activités de recyclage destinées aux chômeurs, aux personnes handicapées et à ceux qui ont un risque de chômage élevé.
Les schistes bitumineux émettent davantage de CO ₂ que le charbon, génèrent d'importantes quantités de déchets dangereux et polluent les nappes phréatiques et les sols. Ce secteur est très sensible aux évolutions des prix internationaux du pétrole et des émissions de CO ₂ dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQE-UE).	De manière progressive, relever les taxes et les charges sur l'exploitation et l'utilisation des schistes bitumineux afin d'en refléter les coût et les externalités, tout en répondant à des préoccupations en termes de bien-être social et de sécurité énergétique.
La quantité d'ordures ménagères a fortement augmenté ces dernières années, et le recyclage est peu développé.	Augmenter les frais de collecte des ordures ménagères incinérées ou mises en décharge afin d'inciter au recyclage et à la réduction des déchets.